

## Productivité et prospérité : Le Québec à la croisée des chemins

*Mensuel économique de novembre 2025*

### Le commentaire de notre économiste Miguel

*Les derniers chiffres d'inflation confirment une accalmie, mais le Québec demeure légèrement au-dessus de la moyenne nationale, maintenant une pression tangible sur les ménages et les entreprises. Dans ce contexte, le nouveau budget fédéral marque un virage vers davantage d'investissements structurants (innovation, productivité, infrastructures) plutôt que des mesures de stimulation généralisées. Cette orientation tombe à point, car la productivité régionale se révèle désormais le véritable déterminant de la prospérité québécoise. Le Québec affiche des écarts marqués : les régions ressources, comme la Côte-Nord et le Nord-du-Québec, présentent une productivité par emploi presque deux fois plus élevée que Montréal, tandis que plusieurs régions manufacturières se situent sous la moyenne provinciale. Dans un contexte de vieillissement démographique et de rareté de main-d'œuvre, ces différences deviennent un enjeu stratégique.*

*Pour maintenir la compétitivité et préserver les services publics, le Québec devra accélérer les gains de productivité dans toutes ses régions, notamment par l'automatisation, la transition numérique et la formation. Autrement dit, la prospérité des prochaines années dépendra moins du nombre d'emplois que de la capacité de chaque région à créer davantage de valeur avec les ressources dont elle dispose.*



**Miguel Ouellette**  
Directeur principal et économiste  
[miguel.ouellette@mallette.ca](mailto:miguel.ouellette@mallette.ca)

# Actualité économique

## Productivité régionale : le cœur de la prospérité québécoise pour les prochaines années

L'emploi, les salaires et l'attractivité économique sont souvent mis de l'avant pour expliquer la prospérité économique. Pourtant, derrière ces indicateurs se cache un facteur déterminant : la productivité, véritable moteur de prospérité. Elle traduit la capacité de chaque région à créer davantage de valeur avec les ressources dont elle dispose. Et sur le plan de la productivité, le Québec présente un portrait contrasté entre ses régions.

Les régions ressources, comme la Côte-Nord et le Nord-du-Québec, se démarquent de l'ensemble des régions, soutenues par une forte présence d'industries liées à la valorisation des ressources naturelles. Ces industries génèrent une valeur élevée par emploi. De leur côté, les grandes régions métropolitaines, comme Montréal et la Capitale-Nationale, affichent également des niveaux de productivité élevés, supportés par la concentration d'entreprises à forte valeur ajoutée, telles que des centres de recherche, des universités et des sièges sociaux. Finalement, les régions manufacturières se positionnent globalement sous la moyenne du Québec, suggérant un nombre d'emplois élevés par rapport à la valeur produite par emploi.

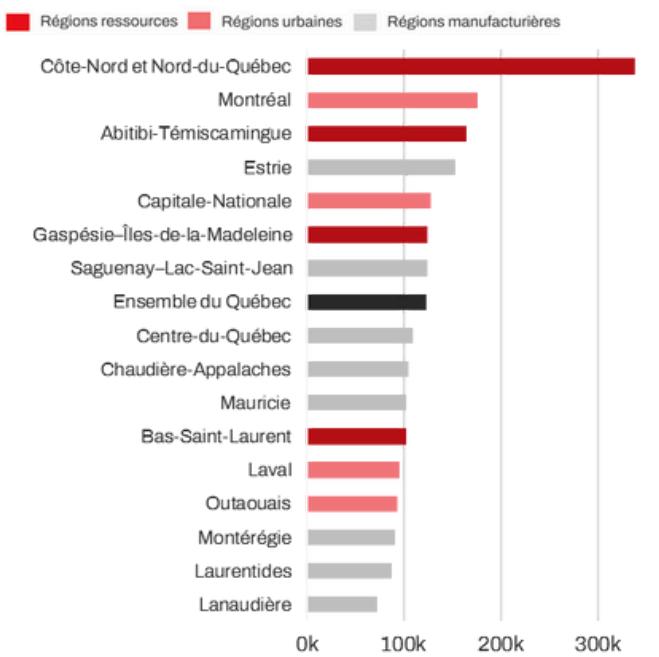
Ces écarts entre régions soulèvent un enjeu de politique publique en matière de développement économique, notamment dans un contexte marqué par le vieillissement démographique et la rareté de main-d'œuvre. L'amélioration de la productivité régionale devient alors un levier essentiel stratégique pour maintenir

la compétitivité des entreprises, soutenir la croissance des revenus et les niveaux de vie, préserver les services publics et réduire les disparités territoriales. Afin d'accroître les niveaux de productivité, les stratégies devront dépasser l'attraction d'entreprises et inclure des incitatifs favorisant les investissements qui augmentent la valeur ajoutée locale, notamment via l'automatisation, la transition numérique, la formation de la main-d'œuvre, la recherche appliquée et le développement d'infrastructures stratégiques.

Pour parvenir à bâtir une économie plus résiliente et prospère, les régions devront identifier les leviers de productivité adaptés à leurs réalités et miser sur une alliance forte entre entreprises, gouvernements et institutions locales afin de transformer le potentiel économique en performance durable.

### Productivité du travail par région

Produit intérieur brut au prix de base par emploi, 2024



## Le commentaire de notre économiste Alexandra

*Dans le contexte du budget fédéral 2025, qui vise notamment à accélérer les investissements privés pour accroître la productivité, il sera essentiel que les incitatifs fiscaux et programmes d'investissement prévus ruissent vers les entreprises et se matérialisent en réels gains de productivité.*

*Ces mesures représentent une occasion stratégique pour les organisations du Québec d'accélérer leur transformation et soutenir des projets structurants, en misant sur l'automatisation, la transformation numérique, la formation de la main-d'œuvre et le développement d'infrastructures, contribuant ainsi dans une perspective plus large à renforcer la compétitivité et à assurer une croissance économique durable pour l'ensemble des régions du Québec.*



**Alexandra Lareau**  
Conseillère et économiste,  
Marketing, études et  
stratégie

# Inflation

## Inflation canadienne

À la fin octobre 2025, le taux d'inflation au Canada s'établissait à 2,2 %, en baisse de -0,2 p.p. par rapport à septembre.

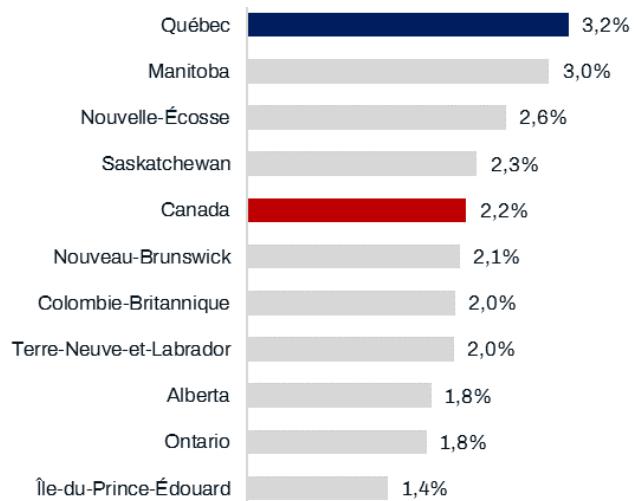
Cette tendance met en évidence un recul généralisé, alors que sept des dix provinces ont enregistré une diminution sur la période. Les plus fortes diminutions ont été observées en Saskatchewan, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Ontario. Malgré cette tendance, le Québec demeure parmi les provinces les plus inflationnistes, avec un taux de 3,2 % en octobre.

## Inflation québécoise

Au Québec, le taux d'inflation a reculé de -0,1 p.p. en octobre par rapport à septembre, s'établissant ainsi à 3,2 %. Ce ralentissement s'explique par la baisse marquée de l'inflation par rapport au mois précédent de certaines composantes, notamment l'essence (-4,4 p.p.), les vêtements et chaussures (-3,5 p.p.) et l'énergie (-2,8 p.p.).

## Taux d'inflation selon la province

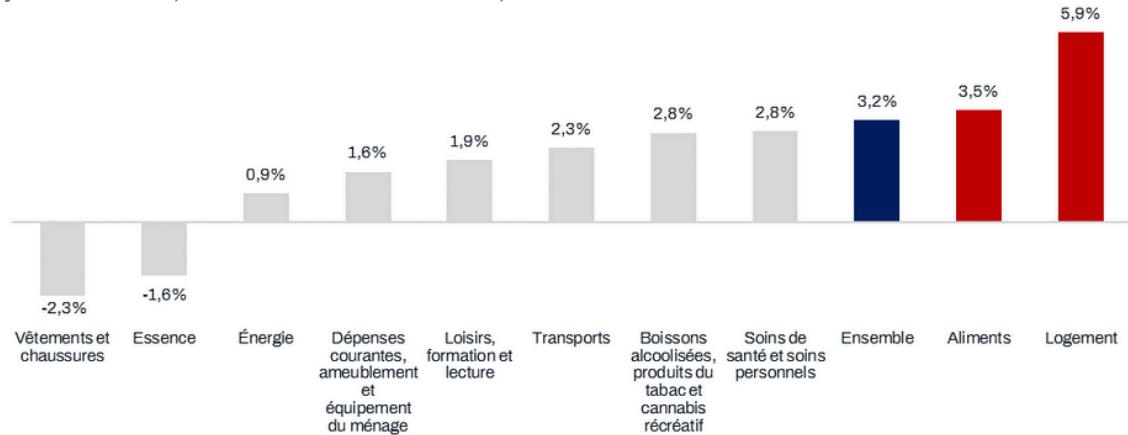
*Inflation annuelle, octobre 2024 à octobre 2025, en %*



Toutefois, d'autres postes continuent d'alimenter l'inflation. Les dépenses liées au logement, telles que les loyers et frais d'entretien et de réparation, ainsi que les aliments, dont la viande, exercent une pression à la hausse. Ces catégories demeurent des facteurs clés expliquant la persistance d'un taux d'inflation élevé au Québec.

## Taux d'inflation au Québec par catégorie de biens et services

*Inflation annuelle, octobre 2024 à octobre 2025, en %*



# Taux de chômage

Le taux de chômage au Canada s'est établi à 6,9 % au mois d'octobre 2025, enregistrant une diminution modeste par rapport à septembre (-0,2 p.p.). Le portrait global des provinces révèle une tendance à la baisse des taux de chômage par rapport au mois précédent, l'Île-du-Prince-Édouard enregistrant le plus important recul (-1,2 p.p.). Au mois d'octobre, le Québec est demeuré la province avec le taux de chômage le plus bas du pays, s'établissant à 5,3 %.

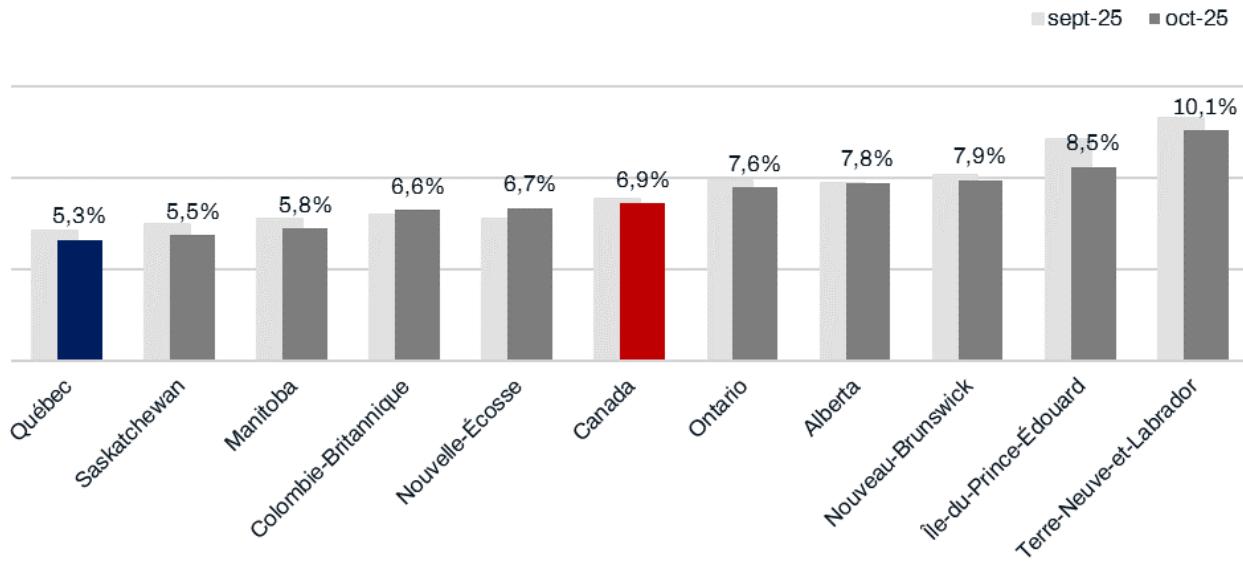
Cependant, cette tendance doit être nuancée alors que dans six provinces, la baisse du taux de chômage s'est produite en parallèle d'une diminution du taux d'activité, qui pourrait suggérer que la

diminution du chômage découlerait en partie d'une réduction de la population active, plutôt que d'une amélioration de l'emploi.

Malgré cela, les provinces de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Ontario se sont favorablement distinguées en octobre en affichant simultanément une augmentation de leur taux d'activité (respectivement 0,6 p.p. et 0,2 p.p.) et une diminution de leur taux de chômage (respectivement -0,5 p.p. et -0,3 p.p.) par rapport à septembre.

## Taux de chômage par province

Octobre 2025, en %



# Marchés boursiers

Le récent budget fédéral canadien, marqué par une forte augmentation des dépenses en défense et infrastructure, envoie un message plutôt positif au marché boursier canadien. Les secteurs liés aux marchés publics, à l'aérospatial, à la construction et aux matériaux devraient bénéficier de la hausse des commandes gouvernementales. Cependant, la hausse du déficit fédéral pourrait entraîner une augmentation des coûts d'emprunt ou de futures pressions fiscales, alors que l'agence de notation Fitch a mentionné

que le Canada pourrait se diriger vers une décote, risquant ainsi de freiner la performance globale des actions et influencer le marché obligataire.

Dans l'ensemble, le marché devrait favoriser les entreprises capables de tirer parti de la dynamique créée par les investissements en défense et en infrastructure, tout en demeurant prudent face aux risques macroéconomiques liés à une politique budgétaire plus expansionniste.

## Marchés financiers au 31 octobre 2025

Rendement (%)	1 mois	AAD	1 an	5 ans	10 ans
<strong>ACTIONS</strong>					
S&P/TSX	0,8 %	23,1 %	26,9 %	17,5 %	11,9 %
S&P 500	2,3 %	17,5 %	21,5 %	17,6 %	14,6 %
NASDAQ 100	4,8 %	23,1 %	30,0 %	18,5 %	18,7 %
MSCI – EAFE	1,9 %	23,4 %	23,7 %	13,4 %	8,2 %
<strong>REVENU FIXE</strong>					
Indice des obligations universelles FTSE Canada	0,7 %	3,7 %	4,7 %	0,1 %	2,1 %

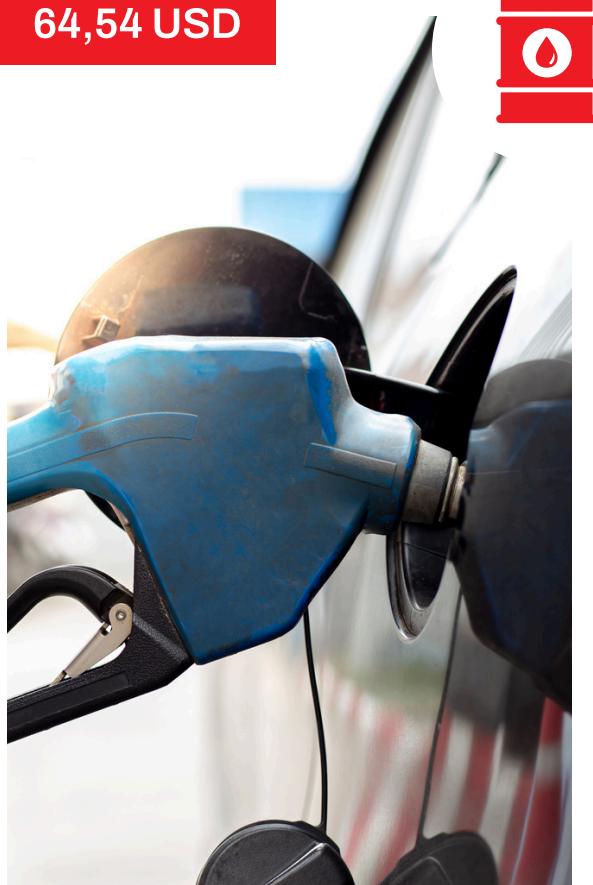
SOURCE | LSEG, Mallette.

# Taux de change

Depuis janvier 2025, le huard a affiché deux trajectoires distinctes : d'abord une appréciation de 2,8 % jusqu'en juin, suivie d'une dépréciation de 2,2 % depuis juillet, reflétant ainsi une année marquée de tensions géoéconomiques et politiques.

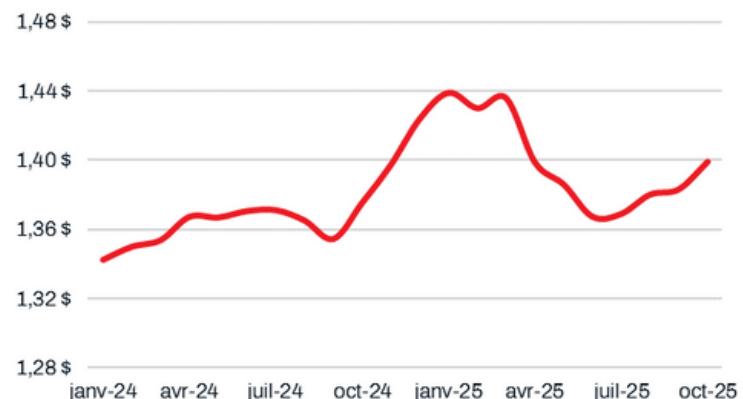
En considérant le budget fédéral annoncé, la trajectoire du taux de change à court et moyen terme demeure incertaine et dépendra de plusieurs facteurs, notamment la gestion du taux directeur par la Banque du Canada, la confiance des investisseurs, et l'impact des politiques budgétaires sur le secteur des matières premières.

64,54 USD



## Taux de change CAD/USD

*Moyenne mensuelle depuis 2024*



# Pétrole brut

À la fin octobre 2025, le baril de Brent s'échangeait à 64,54 \$ US, représentant une diminution de 5,1 % par rapport au prix affiché du mois précédent et une baisse de 18,6 % par rapport à janvier 2025. Cette baisse s'inscrit dans un contexte où l'OPEP+ a révisé ses prévisions de production à la hausse dans les derniers mois, combiné à une modération de la demande mondiale de pétrole.

Les récentes publications de l'OPEP+ indiquent que la production devrait accroître également jusqu'en décembre 2025, pour ensuite se stabiliser jusqu'en mars 2026, suggérant que la direction des prix dépendra principalement de la vigueur de la demande. Toutefois, l'offre supplémentaire devrait tout de même exercer une pression supplémentaire à la baisse sur les prix.

Sources : Statistique Canada, Institut de la Statistique du Québec, Banque du Canada, Mallette, 2025.